



**MARDI 18 MARS 2014 :**

**SALAIRE, EMPLOI, PROTECTION  
SOCIALE, SERVICES PUBLICS**

**NON AU PACTE D'AUSTERITÉ !**

La situation économique est particulièrement préoccupante pour les salariés ; chômage, précarité, stagnation ou blocage des salaires. Dans le même temps : augmentation des profits et record des dividendes pour les actionnaires des grandes sociétés cotées en bourse. Dans ce contexte, le pacte de responsabilité présenté par le Président Hollande, sous prétexte de diminuer le « coût du travail » est un projet dangereux pour les salariés. Toutes ces réformes s'inscrivent dans la logique des politiques d'austérité en Europe. Après les réformes régressives de l'ANI (recul sans précédent du droit du travail !) et la contre-réforme des retraites, le gouvernement veut aller plus loin dans sa politique de cadeaux au patronat et de casse des conquêtes sociales. Le pacte dispenserait les patrons des cotisations sociales des entreprises destinées à la branche famille, cela représente 35 milliards d'euros !

Les entreprises reçoivent déjà plus de 172 milliards d'aides publiques sous forme d'allègement ou d'exonérations sans aucune évaluation d'efficacité en matière d'emploi ! Ce projet constitue aussi une lourde menace pour la sécurité sociale, la protection sociale. En outre, le Président annonce 50 milliards « d'économies » sur les « dépenses publiques ». Cela impacterait directement les services publics, la protection sociale, la solidarité nationale, alors que les besoins sociaux augmentent et alors que les salariés de notre pays n'ont jamais produit autant de richesses !

Ces mesures constituent un véritable pillage de nos salaires. C'est sans aucun précédent depuis 1945. Cela ouvre la porte à la fiscalisation de la protection sociale. En effet, lors de la création de la Sécurité Sociale, il a été décidé de mutualiser son financement au travers de la solidarité nationale et intergénérationnelle, en mettant en place « le salaire socialisé ». Celui-ci comprend notre salaire net + les cotisations sociales dites patronale.

Les cotisations sociales ne sont donc pas une « charge » mais la part des richesses créées par les salariés qui sert à financer solidairement la protection sociale pour tous. C'est l'exact opposé du chacun pour soi et de la « loi de la jungle » qu'essaient d'instaurer le Medef et le gouvernement agissant comme son serviteur zélé !

Dans le même temps, le patronat (Medef) refuse tout engagement sur des objectifs d'emploi et le Medef en demande toujours plus en s'attaquant à l'assurance chômage ou en exigeant plus de « souplesse », de « flexibilité » en matière de droit du travail.

Dans ces conditions, les organisations syndicales d'Île-de-France CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES appellent l'ensemble des salariés, privés d'emploi, les retraités à participer massivement aux actions interprofessionnelles, rassemblements, grèves, manifestation.

- Pour refuser le pacte de responsabilité (pacte d'austérité), qui s'inscrit dans un projet de société profondément inégalitaire.
- Pour le maintien du financement de la Sécu et de toute la protection sociale basé sur les cotisations sociales
- Pour le maintien du financement par l'UNEDIC de l'indemnisation chômage et contre toute remise en cause des droits des salariés.
- Une politique créatrice d'emplois stables et statutaires qui rompt avec les cadeaux faits au patronat et aux actionnaires.
- L'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux pour toutes et tous afin de relancer la consommation étranglée par l'austérité qui agrave le chômage et la précarité.
- L'arrêt des coupes drastiques dans les budgets, le maintien, le développement des services publics.
- L'arrêt de toutes les exonérations consenties au patronat, qui n'ont pas fait la preuve de leur efficacité. Bien au contraire !

**MANIFESTATION UNITAIRE RÉGIONALE**

**MARDI 18 MARS**

**MONTPARNASSE**

**Départ local à 13h Métro Mairie des Lilas**